

L'Adresse

Une voix: Il ne serait pas possible de vous faire taire.

M. Simmons: Je suis ravi de voir mon collègue, le nouveau secrétaire parlementaire des Pêches qui vient de Fraser Valley-Est et qui n'a pas lieu de craindre que des usines de transformation du poisson ne ferment dans sa circonscription. Je suis néanmoins ravi qu'il se joigne à nous et j'attends avec impatience de travailler avec lui.

Il a raison: quand il s'agit des pêcheurs de la côte sud de Terre-Neuve, il sera très difficile de me faire taire, et je suis heureux qu'il me connaisse déjà aussi bien. Il me tarde de travailler avec lui.

Ce discours du Trône est censé être le plan d'action du gouvernement, son programme pour les prochains mois ou pour un an ou deux. Et pourtant, il ne contient rien qui pourrait reconforter ou encore donner une orientation ou de l'espoir notamment aux chômeurs, aux pêcheurs, aux agriculteurs et aux travailleurs forestiers.

Je suis comme d'autres députés qui siègent à la Chambre. Je suis un homme politique et j'en suis fier. Une des choses que, à mon avis, nous avons tous apprises très rapidement à la Chambre, c'est qu'on ne peut pas plaire à tout le monde. Mais on devrait d'abord écouter ce que disent les gens.

Deuxièmement, on ne peut pas les pousser dans une direction où ils ne veulent pas aller. C'est là où le premier ministre commet une terrible erreur, bien que je soupçonne qu'il ne le fasse pas par inadvertance et qu'il s'agit d'un risque calculé dans lequel il s'est lancé à l'aveuglette.

Il essaye de conduire les gens là où ils ne veulent pas aller; je pense à l'Accord de libre-échange, à la taxe sur les produits et services, à la fermeture des bureaux de poste ruraux et à la suppression des lignes de chemins de fer. Ce sont toutes des questions auxquelles les gens se sont identifiés et avec lesquelles ils ont actuellement des difficultés. Je pense encore à la taxe sur les produits et services, à l'Accord sur le libre-échange et à d'autres questions.

Vous me faites signe, monsieur le Président. Je vois, que mon temps de parole est presque expiré, je conclurai donc très rapidement en disant que le terrible héritage que le premier ministre va laisser à notre pays sera triple. Il est responsable de la disparition du Canada rural, il a déjà ruiné l'économie du Canada et, maintenant, il a conduit notre pays autrefois prospère au bord de la

catastrophe. J'avais l'intention d'en dire davantage à propos de chaque question, mais je vois que mon temps de parole est expiré. Je vous remercie, monsieur le Président, pour l'indulgence que vous m'avez témoignée.

M. John A. MacDougall (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement l'intervention du député. Je suppose que c'est ce qui nous différencie des gens d'en face.

Le gouvernement reconnaît la nécessité de changer de cap et il est conscient des nouveaux défis qui surgissent sur la scène internationale. Le député a parlé de la TPS. Le parti qu'il représente a été au pouvoir durant une vingtaine d'années et, à l'époque, le ministre des Finances avait reçu nombre de rapports recommandant qu'on apporte des changements à la taxe de vente fédérale, qui était un boulet pour l'industrie, pour la remplacer par une taxe plus équitable. Il n'en a pas eu le courage.

L'histoire prouvera que les mesures impopulaires que nous venons de prendre s'imposaient pour que nos jeunes et nos petits enfants aient une chance de relever ces défis.

Le député est-il prêt à continuer à vivre dans le passé, dans un cocon? Ne veut-il pas relever les défis auxquels les Canadiens font face? Ne reconnaît-il pas que les mesures qu'il préconise ne conviennent pas dans le contexte international? Est-ce bien cela qu'il est en train de nous dire?

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, il faut admettre que mon collègue nous sort toujours des questions très intéressantes. Elles n'ont pas tellement de rapport avec ce que j'ai dit, mais qu'importe.

Permettez-moi de commenter le premier point qu'il a mentionné avant de répondre à sa question sur une époque révolue. J'estime que le député a très bien illustré le point que je voulais faire valoir.

• (1710)

Nous nous souvenons du discours qu'il a si bien lu. Je ne sais pas qui l'a rédigé, mais il l'a lu à merveille.

M. MacDougall: Je n'ai pas lu de discours. Je n'ai pas besoin de lire un discours pour vous dire exactement ce que pense le Canada rural.